

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 5 janvier 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

*Le Service économique régional d'Abuja et le Service économique d'Accra
vous souhaitent une excellente année 2026, placée sous le signe du
renforcement des partenariats de coopération et des opportunités d'affaires
entre la France, le Nigeria et le Ghana !*

English summary

Nigeria

- New Year's address by President Tinubu;
- The Central Bank of Nigeria published its 2026 macroeconomic outlook;
- USD 3.4bn current account surplus in Q3 2025;
- Nigeria's top agricultural exports in Q3 2025;
- NNPC announced the completion of the AKK gas pipeline which will deliver gas to the Northern part of the country;
- The Federal Government has approved PPP projects for Bakassi and Ondo deep sea ports;
- Nigeria Secures USD 1.1bn for Lagos–Calabar Coastal Highway (Phase 1, Section 2);
- Five dynamic agro-business sectors in 2026.

Ghana

- IMF points to macroeconomic stabilisation in 2025, while stressing the need to sustain reform efforts;
- Inflation continues to ease, reaching 5.4%;
- Ghana has paid off USD 709m Eurobond ahead of maturity;
- Resolution of a USD 750m facility with Afreximbank.

LE CHIFFRE À RETENIR

2

Le Ghana et le Nigeria représentent les deux indices boursiers africains les plus performants en 2025 (+79,4% pour le GSE et +51,2% pour le NGX).

Nigeria :

Le Président Tinubu a présenté ses voeux pour l'année 2026 ; La Banque centrale du Nigeria présente ses prévisions macroéconomiques pour 2026 ; Le Nigeria enregistre un excédent de balance courante de 3,4 Md USD au troisième trimestre 2025 ; Les 5 principales exportations agricoles au troisième trimestre 2025 ; La NNPC annonce la finalisation de la construction du gazoduc AKK (Ajaokuta–Kaduna–Kano) ; Le gouvernement fédéral approuve les projets de PPP pour les ports en eaux profondes de Bakassi et d'Ondo ; Levée de 1,1 Md USD pour l'exécution de la phase 1, section 2 de l'autoroute côtière Lagos–Calabar ; Cinq idées d'agro-business pour les investisseurs en 2026.

Ghana :

Le FMI souligne une stabilisation macroéconomique en 2025, tout en appelant à la poursuite des réformes ; L'inflation en baisse pour le douzième mois consécutif, à 5,4% en décembre ; Le Ghana honore une échéance euro-obligataire de 709 M USD avant maturité ; Le Ghana et Afreximbank trouvent un accord de résolution sur une facilité de 750 M USD.

Nigeria

Le Président Tinubu a présenté ses vœux pour l'année 2026

[Le Président Tinubu a présenté ses vœux aux Nigérians pour l'année 2026](#) en consacrant une large part de son discours aux questions économiques. Il met en avant la nécessité de consolider les progrès économiques récents pour permettre une croissance durable et inclusive. Le Président nigérian cite le maintien d'une croissance robuste, qui devrait être supérieure à 4% pour 2025, les excédents commerciaux successifs, le renforcement des réserves de change, la performance des marchés boursiers ainsi que la stabilisation du naira et la baisse notable de l'inflation.

Parmi les priorités annoncées figurent la poursuite de la lutte contre l'inflation, enregistrée à 14,5% en glissement annuel en novembre et davantage d'investissements dans les infrastructures et le capital humain. 2026 marque l'entrée en vigueur de la réforme fiscale, destinée à harmoniser, simplifier et rendre plus juste le système de taxation du pays.

Le gouvernement nigérian entend s'assurer que les gains issus des réformes engagées depuis 2023 atteignent la population. Enfin, le Président Tinubu s'est déclaré conscient que les progrès économiques doivent s'accompagner de la sécurité et de la paix.

La Banque centrale du Nigeria présente ses prévisions macroéconomiques pour 2026

[La Banque centrale du Nigeria \(CBN\) a présenté ses prévisions macroéconomiques pour l'année à venir](#). Selon la CBN, la croissance devrait atteindre 4,49% en 2026, soutenue par l'amélioration de la production pétrolière (1,71 millions de barils par jour), la diversification économique et la stabilisation macroéconomique du pays. Le taux de change du naira notamment devrait rester stable tout au long de l'année, soutenu par les transferts de fonds de la diaspora, les recettes pétrolières et les réformes entreprises du marché des changes. L'inflation devrait se réduire pour atteindre 12,9% en 2026, conséquence de la politique monétaire restrictive de la CBN et de la transition vers un cadre complet de ciblage de l'inflation. Si la dette publique devrait augmenter légèrement pour s'établir à 34,7% d'ici fin 2026, sa trajectoire est jugée soutenable.

Parmi les risques pesant sur le Nigeria, la CBN cite la volatilité des prix du pétrole, les tensions géopolitiques mondiales pouvant perturber le commerce international, la potentielle résurgence de pressions inflationnistes issues de chocs (externe, climatique, sécuritaire...), ou encore le risque de dépenses pré-électorales.

La date butoir fixée à fin mars 2026 pour la recapitalisation du secteur bancaire, la mise en application de la réforme fiscale et la mise en œuvre de la politique budgétaire seront clés.

[En parallèle, le gouverneur Olayemi Cardoso a réaffirmé les priorités de la CBN en 2026](#): la consolidation du secteur bancaire, la stabilité

des prix via la revue du cadre de ciblage de l'inflation, l'inclusion et l'intégrité financière.

Le Nigeria enregistre un excédent de balance courante de 3,4 Md USD au troisième trimestre 2025

[La CBN a publié son rapport sur la balance des paiements pour le troisième trimestre 2025](#). La balance courante enregistre un excédent de 3,4 Md USD au T3-2025, soit 12,1 Md USD sur les trois premiers trimestres de 2025, après 17,2 Md USD en 2024.

L'excédent commercial en biens (4,9 Md USD au T3-2025 et 13,8 Md USD depuis début 2025) et la balance des revenus secondaires, qui comprennent les transferts financiers de la diaspora (5,5 Md USD au T3-2025 et 16,3 Md USD en 2025) ont surpassé les balances structurellement déficitaires des services et des revenus primaires (respectivement -4,1 Md USD et -2,9 Md USD au T3-2025 et -11,5 Md USD et -6,5 Md USD depuis début 2025).

La croissance des exportations pétrolières a été compensée par la reprise des importations dans son ensemble. Résultat de l'activité de la raffinerie Dangote, les exportations de pétrole raffiné ont surpassé les importations (2,3 Md USD contre 1,7 Md USD au T3-2025).

Le compte financier affiche un léger excédent de 325 M USD, 2,1 Md USD sur les trois premiers trimestres de 2025 (12,1 Md USD en 2024). Cette performance reflète la consolidation des réserves de change (+4,6 Md USD au T3-2025). Les investissements de portefeuille entrants se sont élevés à 2,5 Md USD au T3-2025. En parallèle, les investissements directs entrants ont représenté 718 M USD au T3-2025, flux le plus important depuis le T3-2023, et en augmentation notable après 247 M USD au T1-2025 et 85 M USD au T2-2025.

Le poste des erreurs et omissions reste élevé à 3,1 Md USD, signalant des flux non capturés et les difficultés de mesures statistiques.

Les cinq principales exportations agricoles au troisième trimestre 2025

[Au troisième trimestre de 2025, les exportations agricoles ont représenté 782 Md NGN](#) (3 700 Md NGN depuis le début de l'année 2025 soit 6% de l'ensemble des exportations du pays).

Le cacao et ses dérivés restent largement dominants, principalement vers les marchés européens (Belgique, Pays-Bas, Allemagne) mais aussi certains marchés émergents comme la Malaisie et l'Afrique du Sud. Les fèves de cacao de qualité standard ont représenté le premier poste d'exportations agricoles (32%), suivies du cacao de qualité supérieure (25%), du beurre de cacao naturel (11%), des noix de cajou en coquille (8%) vers les marchés asiatiques (Vietnam, Inde et Bangladesh) et des graines de sésame (6%) à destination notamment du Japon, de la Chine et de la Turquie.

La NNPC annonce la finalisation de la construction du gazoduc AKK (Ajaokuta–Kaduna–Kano)

Le gazoduc AKK (Ajaokuta–Kaduna–Kano), d'une longueur d'environ 614 km, est conçu pour transporter 2,2 milliards de pieds cubes standard de gaz par jour. Prévue initialement pour 2020, sa construction a été finalisée en décembre 2025. Pour devenir opérationnel, le gazoduc doit encore être branché aux réseaux de distribution. Il permettra ainsi d'acheminer du gaz vers le Nord du pays, participant aux objectifs de transition énergétique et d'industrialisation du Nigeria.

Le gouvernement fédéral approuve les projets de PPP pour les ports en eaux profondes de Bakassi et d'Ondo

Les ports de Bakassi et d'Ondo doivent recevoir respectivement des investissements privés d'une valeur de 2,27 Md USD et 1,14 Md USD. Le port de Bakassi, à la frontière camerounaise dans l'État de Cross River, doit servir de passerelle maritime pour les régions du Nord et du Nord-Est du Nigeria. Le port d'Ondo, situé dans l'État d'Ondo, doit quant à lui débloquer le potentiel minier et agricole du pays.

Levée de 1,1 Md USD pour l'exécution de la phase 1, section 2 de l'autoroute côtière Lagos–Calabar

Le Président Tinubu se félicite de la clôture d'un financement de 1,1 Md USD destiné à l'exécution de la phase 1, section 2 de l'autoroute côtière Lagos–Calabar. Ceci marque une étape majeure dans la réalisation de cette autoroute, dont les travaux ont été lancés en 2024, prévue sur 700 km et présentée comme une infrastructure stratégique. Elle devrait renforcer les chaînes de valeur nationales, réduire les coûts logistiques et améliorer la circulation des marchandises le long de la façade atlantique nigériane en connectant les ports du pays. La section 2 de la phase 1, longue de 55,7 km entre Eleko (Lekki) et Ode-Omi (Ogun) traverse des zones urbaines du sud du pays à forte intensité économique, notamment des pôles industriels et portuaires tels que le port de Lekki.

L'autoroute Lagos–Calabar s'inscrit dans un programme plus large de modernisation du réseau de transport, comprenant quatre projets routiers structurants : Sokoto–Badagry, Calabar–Abuja, Akwanga–Jos–Bauchi–Gombe, et l'axe côtier Lagos–Calabar.

Cinq idées d'agro-business pour les investisseurs en 2026

Le journal en ligne BusinessDay a présenté cinq secteurs d'agro-business à fort potentiel en ce début d'année :

- 1) La culture, la transformation et l'exportation du palmier à huile restent parmi les activités agroalimentaires les plus rentables du Nigeria. Des acteurs tels que Presco et Okomu Oil affichent de solides rendements, soulignant la viabilité à long terme du secteur, avec une augmentation des prix attendue.
- 2) Le stockage des graines de sésame représente un investissement lucratif à long terme, en profitant des prix saisonniers bas, alors que la demande d'exportation augmente.
- 3) La culture maraîchère bénéficie d'une demande constante des foyers nigérians. Si le stockage et le transport restent des défis, des opportunités se trouvent dans la transformation. L'agriculture maraîchère est relativement légère et avec un taux de rotation rapide, surtout pendant la saison sèche.
- 4) Le gingembre nigérian continue à s'exporter à des prix élevés grâce à sa forte intensité et sa forte teneur en oléorésine, et la hausse de la demande mondiale.
- 5) Alors que la chaîne de valeur du manioc a connu des cycles alternés de surabondance et de rareté, le secteur reste attractif pour les transformateurs, la demande pour l'amidon et la farine de manioc devrait notamment rebondir.

Ghana

Le FMI souligne une stabilisation macroéconomique en 2025, tout en appelant à la poursuite des réformes

Dans une analyse récente, Adrian Alter, représentant résident du Fonds monétaire international au Ghana, estime que l'année 2025 marque une phase de stabilisation macroéconomique marquée après plusieurs exercices caractérisés par de fortes tensions.

Cette inflexion se traduit par un rebond marqué de l'activité, la croissance du PIB réel atteignant environ 6% sur les trois premiers trimestres de 2025, portée par les services, l'agriculture et les exportations d'or. Dans le même temps, le processus de désinflation s'est accéléré : l'inflation, encore à 23,8% fin 2024, s'est établie à un niveau à un chiffre en 2025. La restructuration de la dette, avec l'achèvement des opérations domestiques, l'échange des euro-obligations et la signature d'un protocole d'accord avec les créanciers officiels, a contribué à atténuer les pressions de financement.

Sur le plan monétaire, le FMI met en avant le renforcement progressif des réserves de change, ainsi que l'introduction d'un nouveau cadre d'opérations de change, destiné à accroître la prévisibilité et la transparence des interventions, à lisser la volatilité excessive du cedi sans en fixer le taux, et à canaliser de façon neutre les flux de devises, notamment issus des exportations d'or. Enfin, Adrian Alter relève la

poursuite des réformes dans le secteur de l'énergie, combinant ajustement tarifaire, apurement des arriérés et recours au Cash Waterfall Mechanism, afin de limiter l'accumulation de nouveaux passifs et favoriser l'investissement privé.

Pour 2026, le FMI anticipe une poursuite de la stabilisation, avec une inflation attendue dans la cible de la banque centrale et un renforcement des équilibres extérieurs. Cette trajectoire resterait toutefois conditionnée au maintien d'une discipline budgétaire stricte, illustrée par l'objectif d'excédent primaire de 1,5% du PIB inscrit dans le budget 2026, ainsi qu'à la maîtrise des risques liés à la volatilité des prix des matières premières, au contexte sécuritaire régional, à la solidité du secteur financier et à l'achèvement du processus de restructuration de la dette.

L'inflation en baisse pour le douzième mois consécutif, à 5,4% en décembre

[L'inflation en glissement annuel s'est établie à 5,4% en décembre 2025, après 6,3% en novembre, selon le centre de statistiques ghanéen \(GSS\). Cette nouvelle décélération s'inscrit dans un mouvement désormais bien ancré, marquant un recul de 18,4 points par rapport à décembre 2024 \(23,8%\).](#)

Les prix alimentaires ont ralenti à 4,9% en g.a. (après 6,6% en novembre), tandis que l'inflation hors alimentation s'est modérée à 5,8% (6,1% en novembre). Si les services ont enregistré une légère accélération à 4,5%, les biens, qui représentent près de 75% du panier de l'indice, ont vu leur inflation reculer à 5,8%.

Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,9%, rythme inchangé par rapport à novembre, traduisant une hausse modérée des prix en fin d'année. L'inflation des produits locaux est revenue à 5,9%, contre 4,3% pour les biens importés, confirmant la convergence progressive des dynamiques de prix.

Des disparités régionales marquées persistent : la région de l'Eastern a enregistré le taux le plus élevé (11,2%), tandis que la Savannah a affiché une inflation négative (-1,2%).

Le Ghana honore une échéance euro-obligataire de 709 M USD avant maturité

[Le ministère des Finances du Ghana a annoncé le règlement anticipé, le 30 décembre 2025, d'une échéance euro-obligataire de 709 M USD, s'inscrivant dans le cadre du mémorandum de restructuration de la dette externe.](#)

Ce paiement porte à 1,4 Md USD le montant total versé en 2025 aux détenteurs d'euro-obligations restructurées, après deux paiements de 349,5 M USD chacun. Il s'inscrit dans la mise en œuvre opérationnelle de la restructuration engagée avec les créanciers internationaux.

Cette opération, qui s'inscrit dans la gestion de l'encours de dette externe, s'accompagne d'un engagement à poursuivre les réformes en matière de mobilisation des recettes, de gestion des finances publiques et de renforcement des marges de sécurité budgétaires afin de faire face aux échéances futures.

Le Ghana et Afreximbank trouvent un accord de résolution sur une facilité de 750 M USD

Le ministère des Finances ghanéen et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont annoncé avoir réglé les différends relatifs à une facilité de financement de 750 M USD, contractée en 2022.

Aucun détail n'a été communiqué à ce stade sur les modalités financières de l'accord ou l'impact sur le profil de dette. Les deux parties indiquent toutefois que cet accord ouvre la voie à une coopération financière continue, dans un contexte de normalisation progressive des relations avec les créanciers et partenaires financiers.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja
tom.giudice@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtrésor.gouv.fr